

Et maintenant, quel avenir pour Bar-le-Duc ?

La plupart des zones d'activité de Bar-le-Duc sont concernées par ce zonage et classées comme inconstructibles ou, au mieux, soumises à d'importantes contraintes (zones de Salvanges et des Poutôts, Bradfer, caserne Oudinot). Désormais le développement économique de Bar-le-Duc est très compromis. Or, lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, ce facteur n'a pas été pris en compte. Aucune nouvelle zone d'activité n'est envisagée sur Bar-le-Duc pour permettre l'implantation de nouvelles activités. **C'est une erreur manifeste.**

Il est vrai que ce Plan de Prévention des Risques Naturels a vocation à protéger les personnes et les biens et qu'il s'impose à nous. De même, il s'agit de respecter le principe de précaution.

Cependant, il est regrettable que le temps prévu à la concertation entre les services de l'Etat et la Municipalité n'ait pas été mis à profit pour alléger les contraintes sur certains secteurs et trouver les termes d'un accord sur des modalités d'aménagements possibles.

Le préjudice qui en résulte pour notre commune est considérable. Outre la perte incontestable de valeur du patrimoine, ce sont plusieurs quartiers qui verront leur développement freiné : la rénovation de l'habitat, le développement d'activités et de commerces locaux, l'aménagement urbain... seront soumis à d'importantes contraintes. L'exercice était certes difficile mais cela ne peut excuser l'inaction.

Que penser d'une telle négligence ?

Simple erreur ou omission ; sous estimation des incidences pour le développement de notre ville ; difficulté à gérer un dossier majeur... ou plus simplement, désintérêt pour ce dossier. L'omission n'est-elle pas plus facile, lorsque les contraintes ne s'appliquent qu'à des propriétaires d'origine modeste ?

Que penser de l'absence de suite donnée aux relances successives des services de l'Etat pour que le conseil municipal délibère sur ce dossier ? Délibération qui n'a jamais eu lieu !

Ces questions sont restées sans réponse, M^{me} le Maire niant toute erreur d'appréciation dans la conduite de ce dossier.

Et pourtant... Les élus de la minorité ont vu en séance privée de juillet 2004 M^{me} le Maire et ses adjoints s'étonner du contenu de ce plan alors que les services municipaux avaient connaissance de ce dossier depuis plusieurs mois. En fin de séance, M^{me} le Maire prenait même l'engagement devant l'assemblée de rencontrer les services de l'Etat pour reprendre l'intégralité du dossier.

Dans les faits, les seules modifications demandées concerneront le Parc Bradfer.

Un projet communal amputé d'une bonne partie de ses potentialités de développement :

Vouloir agir pour favoriser le développement de sa ville est louable. Se doter des moyens pour y parvenir, c'est faire preuve d'efficacité.

Pour les quartiers classés comme soumis à des aléas les plus forts, les aménagements seront désormais très difficilement réalisables (constructions nouvelles, extension de voirie, aménagements urbains et paysagers...), leur développement irréalisable.

Dès lors, comment pourra-t-on concevoir un développement de Bar-le-Duc durable, équilibré et harmonieux, tel que présenté par M^{me} le Maire en réunion de quartiers, qui prendrait en compte l'intégralité de notre ville ?

Plan d'urgence :

Au Conseil Municipal de septembre dernier, M^{me} le Maire demandait l'autorisation du Conseil Municipal pour renégocier le zonage touchant la zone d'activités du Parc Bradfer, en raison du potentiel économique que présentait ce secteur. Les élus de l'opposition ont dénoncé les erreurs d'appréciation et l'inertie de la majorité. Ils ont demandé à ce que ce dossier soit repris dans son intégralité.

Il est urgent de :

- négocier très vite la qualification de l'ensemble de ces zones (à défaut de l'avoir fait pendant la phase de concertation prévue dans la procédure de ce schéma) en sachant que, trop tardive, cette négociation ne pourra être que très partielle.

- de réfléchir à l'instauration d'un abattement sur la taxe foncière pour les habitations touchées par ce nouveau zonage qui tiendrait compte du préjudice subit.

Lors des débats en conseil municipal nous n'avons pas été entendus. En raison de l'importance de ce dossier pour l'avenir de Bar-le-Duc, c'est de l'appui des barisiens dont nous avons besoin pour que ce dossier puisse être repris dans son intégralité.

Pour leur part, parallèlement à la publication de cet article, les conseillers municipaux de gauche ont demandé à M^{me} le Maire de mettre ce point à l'ordre du jour du prochain conseil municipal.

Nelly Jaquet, Gérard Machline, Roland Corrier
Conseillers municipaux socialistes